

497 000 lecteurs*
de pouvoir et d'influence



* Source ACPM One Next 2022 - Audience omnicanal

Politiques économiques trop divergentes

Menaces existentielles sur la zone euro

Le fossé entre les dettes publiques des pays du Nord et du Sud porte en germe un risque réel d'éclatement



© Freepik



*Mécomptes publics,
François Ecalle*

À la fin de 2022, six pays de la zone euro avaient une dette publique supérieure à 105 % du PIB, dont la France (111,6 %), tous au sud sauf la Belgique (105,1 % du PIB). Les treize autres avaient une dette inférieure à 87 % du PIB, tous au nord sauf Malte et Chypre (86,5 %), et la dette de huit d'entre eux était au-dessous de 60 % du PIB, notamment celle des Pays-Bas (51,0 % du PIB). La dette publique allemande se situait à 66,3 % du PIB.

Ce fossé entre les dettes publiques de ces deux groupes de pays, qui correspond largement à un clivage nord-sud, résulte de politiques économiques divergentes et, plus profondément, de cultures économiques très différentes. Il constitue une menace pour la cohésion et la stabilité de la zone euro.

Il sera d'abord très difficile de trouver un accord sur de nouvelles règles budgétaires. Ces écarts entre les dettes publiques sont tels que ces règles devront être différenciées selon les pays, mais les objectifs fixés aux pays du Sud seront toujours trop stricts pour leurs gouvernements et pas assez stricts pour ceux des pays du Nord.

“Ce clivage nord-sud résulte de politiques économiques divergentes et, plus profondément, de cultures économiques très différentes”

Le plus probable est que ces règles budgétaires, quelles qu'elles soient, ne contraindront pas certains pays du Sud, notamment la France, à réduire leur endettement. Ces pays auront alors plus de difficultés pour faire adopter les réformes qu'ils soutiennent dans d'autres domaines au niveau européen, en particulier la création d'un budget européen significatif au-delà du programme Next Generation EU.

La Banque centrale européenne (BCE) ayant décidé d'arrêter ses achats d'obligations publiques, les États de la zone euro doivent désormais de nouveau emprunter sur les marchés financiers. Les créanciers de certains pays du Sud pourraient s'inquiéter des risques de défaut ou de restructuration de leurs dettes publiques, et provoquer une crise par une hausse forte et rapide des taux d'intérêt de leurs emprunts.

Risque populiste au nord

Le problème fondamental est de savoir quelle serait la réaction de la BCE dans une telle situation. Elle a les moyens d'acheter des titres émis par un État de la zone en quantité illimitée, mais elle ne peut les utiliser, juridiquement, que si le pays concerné respecte les règles budgétaires européennes et si sa dette publique est soutenable.

“Le risque à terme est alors qu'un mouvement populiste accède au pouvoir dans un pays du Nord avec des slogans du type “nous ne voulons plus payer pour les pays du Sud”

La BCE pourrait commencer par appliquer les règles qui s'imposent à elle en exigeant des réformes budgétaires drastiques pour finalement soutenir ce pays sans qu'il fasse de réforme, parce qu'il s'appelle la France ou l'Italie et qu'il est “too big to fail”.

Le risque à terme est alors qu'un mouvement populiste accède au pouvoir dans un pays du Nord avec des slogans du type “nous ne voulons plus payer pour les pays du Sud” et le fasse sortir de la zone euro en entraînant d'autres pays à sa suite. C'est donc l'existence même de la zone euro que cette divergence des dettes publiques menace.

Le site www.fipeco.fr développe les analyses de François Ecalle.

A lire également

Mécomptes publics – les chroniques de François Ecalle

Publié le 16/05/2023

Catégories :

Economie / Mécomptes publics /

Réutiliser cet article

Cet article est une œuvre protégée. Son utilisation donne lieu à des droits d'exploitation et de rediffusion interne et externe. [Nous consulter.](#)